



GETTY IMAGES

## Votre capacité à acheter et à vendre est en danger (article)

- Josue Michels
- [03/08/2023](#)

« Sans compte bancaire, l'on cesse quasiment d'exister », a déclaré Nigel Farage, homme politique britannique et chef du parti Brexit. Il parle en connaissance de cause. Lorsque son compte bancaire a été fermé en juin, personne ne lui a indiqué pourquoi. Or, ce que tout le monde soupçonnait s'est avéré un fait par la suite : son compte a été fermé pour des raisons politiques. Le 29 juin, il a écrit sur Twitter : « S'ils peuvent me faire ça, ils peuvent vous faire ça aussi. »

Le 26 juillet, *l'Epoch Times* a rapporté que *JPMorgan Chase* avait fermé les comptes de sociétés appartenant au Dr Joseph Mercola, critique du vaccin COVID-19. Cela rappelle la réaction du gouvernement canadien aux manifestations du Convoi de la liberté à Ottawa l'année dernière.

PT\_FR

Mais cette tendance ne se limite pas aux gouvernements occidentaux de gauche. Dans le monde entier, les comptes bancaires ou les avoirs des détracteurs des gouvernements sont régulièrement gelés. Cela s'est produit en Ouganda, au Belarus, en Russie, en Chine, à Hong Kong, en Inde, en Iran, en Turquie et dans d'autres pays.

Les gouvernements ont même saisi l'argent des manifestants. Il n'est peut-être même pas nécessaire de s'opposer au gouvernement pour perdre son entreprise. En France, les entreprises perdent les financements dont elles ont besoin si elles n'atteignent pas les objectifs climatiques fixés par le gouvernement.

The establishment are trying to force me out of the UK by closing my bank accounts.

I have been given no explanation or recourse as to why this is happening to me.

This is serious political persecution at the very highest level of our system.

If they can do it to me, they... [pic.twitter.com/O4xQ1h79ub](https://pic.twitter.com/O4xQ1h79ub)

— Nigel Farage (@Nigel\_Farage) [June 29, 2023](#)

Pensez à toutes les choses que vous pouvez faire et que votre gouvernement n'apprécie pas : soutenir une organisation

particulière, une manifestation, ou s'abonner à un magazine. Les sanctions et le gel des avoirs peuvent restreindre la capacité d'une personne à faire des affaires, et il semblerait que cette pratique devienne trop courante. Mais il n'est peut-être même pas nécessaire de fermer votre compte pour limiter votre capacité à faire des affaires.

De nombreux facteurs entrent en ligne de compte dans l'évaluation de la solvabilité d'une personne par une banque, afin de déterminer si elle peut obtenir un prêt, une carte de crédit, ou un prêt hypothécaire. Cette évaluation se fonde principalement sur les antécédents financiers de la personne, mais certains prêteurs vérifient également ses antécédents avant de lui accorder un prêt hypothécaire. Comme les gens le découvrent, la liste peut facilement s'allonger.

Par exemple, une banque pourrait juger qu'une personne présente un risque financier parce qu'elle ne soutient pas le mouvement LGBTQ+, ce qui limiterait ses possibilités d'emploi. Il en va de même pour une personne qui n'a pas été vaccinée contre le virus COVID-19 ou qui conduit une voiture à moteur thermique. En interdisant ces choses, le gouvernement pourrait ruiner la solvabilité d'une personne.

Plus les politiques gouvernementales deviennent complexes, plus les considérations relatives à l'octroi d'un prêt le sont aussi. Pour vérifier la conformité d'une entreprise avec la diversité de l'emploi, les réglementations relatives au changement climatique et d'autres tendances de gauche, vous aurez peut-être besoin de l'aide de l'intelligence artificielle.

L'Union européenne a élaboré une loi qui régleme précisément cette question. Voici le texte : « Les systèmes d'IA utilisés pour évaluer la cote de crédit ou la solvabilité des personnes physiques devraient être classés comme des systèmes d'IA à haut risque, étant donné qu'ils déterminent l'accès de ces personnes à des ressources financières ou à des services essentiels tels que le logement, l'électricité et les services de télécommunication. »

Un risque élevé signifie qu'il fera l'objet d'une surveillance stricte de la part des pouvoirs publics. Le texte se poursuit ainsi :

Les systèmes d'IA utilisés à cette fin peuvent conduire à la discrimination de personnes ou de groupes et perpétuer des schémas historiques de discrimination, par exemple sur la base des origines raciales ou ethniques, des handicaps, de l'âge, de l'orientation sexuelle, ou créer de nouvelles formes d'impacts discriminatoires.

L'UE veut s'assurer qu'aucun groupe minoritaire n'est discriminé par des systèmes d'IA qui pourraient limiter leur capacité à vivre une vie normale. Mais que se passerait-il si un système de crédit social à la chinoise était mis au point pour évaluer votre fiabilité en fonction de votre tolérance à l'égard des normes libérales de notre monde occidental ? Et si ce système déterminait si vous avez le droit d'avoir un compte en banque ?

L'IA pourrait analyser les comptes de réseaux sociaux d'une personne et déterminer si cette personne risque de s'opposer au gouvernement à l'avenir. Elle pourrait analyser toute communication, activité financière ou autre dossier auquel le gouvernement autorise l'accès. Au lieu d'examiner les antécédents judiciaires, elle pourrait prédire les futurs antécédents judiciaires potentiels. Il peut évaluer des données complexes et tirer des conclusions difficiles à comprendre pour les êtres humains.

Que se passe-t-il si le gouvernement conçoit l'IA et exige que les banques l'utilisent ? La banque pourrait ne pas comprendre pourquoi un client s'est vu refuser l'accès à son service financier.

Si vous saviez qu'un tel système existe, vous éviteriez de critiquer le gouvernement. Les possibilités d'abus de la part du gouvernement sont infinies.

Cela donne vie à une prophétie biblique particulière. Comme l'a expliqué feu Herbert W. Armstrong dans [Qui est, ou qu'est-ce que, la bête prophétique](#), Apocalypse 17 dépeint l'union entre un gouvernement puissant et une église—représentée par une femme chevauchant une bête. Cette combinaison de l'Église et l'État est le Saint Empire romain.

Apocalypse 13 révèle ce que cet empire a fait, et ce qu'il fera dans un avenir proche : « Et il lui fut donné d'animer l'image de la bête, afin que l'image de la bête parlât, et qu'elle fît que tous ceux qui n'adoreraient pas l'image de la bête fussent tués. Et elle fit que tous, petits et grands, riches et pauvres, libres et esclaves, reçussent une marque sur leur main droite ou sur leur front, et que personne ne pût acheter ni vendre, sans avoir la marque, le nom de la bête ou le nombre de son nom » (versets 15-17).

Vers l'an 363, le concile de Laodicée décréta : « Les chrétiens ne doivent pas judaïser en se reposant le jour du sabbat, mais plutôt travailler ce jour-là et se reposer le dimanche. Mais si l'on trouve quelqu'un qui judaïse, *qu'il soit déclaré anathème du Christ.* »

L'Église l'a décrété et l'État l'a appliqué. La Bible révèle qu'il en sera de même dans le temps de la fin. Les gouvernements ont plus de pouvoir que jamais pour imposer un tel décret.

Il faut comprendre ce qu'est la marque de la bête. Ceux qui rejettent cette marque seront protégés par Dieu. Pour en savoir plus, lisez [Quel est le jour du Sabbat chrétien](#).